

Islam et Afrique

Islams d'Afrique, entre luttes régionales et mondialisation

La politisation de l'islam en Afrique de l'Ouest

Alexie Tcheuyap

[Collegium de Lyon, 2016-2017]

Alexie Tcheuyap, docteur de l'université de Yaoundé, est professeur à l'université de Toronto. Régulièrement invité en Afrique du Sud, aux États Unis, en Allemagne et en France, il est l'un des meilleurs spécialistes actuels des littératures et cinémas d'Afrique. Il a notamment publié *Esthétique et folie dans l'œuvre romanesque de Pius Ngandu Nkashama* (L'Harmattan, 1998, 226 p.), *De l'Écrit à l'écran. Les réécritures filmiques du roman africain francophone* (Presses de l'université d'Ottawa, 2005, 254 p.), *Postnationalist African Cinemas* (Manchester University Press, 2011, 270 p.) et *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun* (Karthala, 2014, 310 p).



Alexie Tcheuyap, DR

EXÉGÈSES CORANIQUES, GOUVERNANCE ET VIOLENCE EN AFRIQUE

Le sommet France-Afrique des 13 et 14 janvier 2017 à Bamako a été marqué par un impressionnant dispositif sécuritaire mis en place pour accueillir les 35 chefs d'États attendus. Cette rencontre est en soi un symbole: elle a lieu dans un pays pris d'assaut par de nombreux groupes terroristes, au secours duquel François Hollande est venu en engageant les troupes françaises avec l'Opération Serval. Plus que le Mali, c'est au secours d'une des nombreuses anciennes colonies françaises à la stabilité fragile que le Président est venu.

Ce sommet est également un défi lancé aux groupuscules qui sèment la terreur dans cette vaste région rebaptisée le Sahelistan. Ces groupes n'ont pas été éradiqués. Au contraire: **la nature et la formation de certains États, dirigés pour beaucoup par des tyrans usés, rendent ceux-ci encore plus vulnérables aux « fous d'Allah ».**

Avant d'être idéologique, l'islam en Afrique est un fait social, culturel et religieux. Quoique consécutive à des conquêtes historiques (*cf.* l'article de Mathias Boukary Savadogo dans ce numéro), les Africains se sont approprié cette religion, et, jusqu'à récemment, les guerres africaines se sont inscrites principalement dans des conflits identitaires. Il existe « des islams » africains qui se fondent dans, ou s'inspirent de diverses confréries musulmanes.

Aspects sociaux: les confréries

Au Sénégal, les confréries les plus connues sont les Layènes, les Tidianes et les Mourides, d'origine sunnite. La confrérie Ibadou prescrit pour sa part aux femmes de se tenir éloignées des hommes et de porter un voile intégral, et choisit ses propres dates pour les fêtes religieuses. Perçue comme radicalisée, en raison d'une volonté de retour aux fondamentaux de la religion et d'un éloignement avec le pouvoir politique, elle est très répandue dans les classes populaires et dans les campagnes, gagnant même les couches sociales plus

aisées, en réaction à ce qui est perçu par la population comme une trop grande dilution de la religion musulmane.

Au Cameroun, l'islam pratiqué par les Bamouns de l'Ouest est surtout d'origine égyptienne, alors que l'islam de la partie septentrionale se rattache plus à l'Arabie saoudite. Cette filiation spirituelle est également

financière, notamment à travers le financement des mosquées. Souvent construites par les riches monarchies arabes ou même par le Maroc, ces dernières sont le signe d'une vibrante culture qui fait souvent une large part à l'ascétisme. La profession de foi, les cinq prières quotidiennes, l'aumône, le jeûne et le pèlerinage à La Mecque correspondent en effet à une discipline, voire à une éthique de vie.

En islam comme ailleurs, le pouvoir de l'argent n'est jamais éloigné du politique. Les deux s'influencent réciproquement, et l'exemple des Mourides le montre à

merveille. Si le Sénégal est un exemple rare de coexistence religieuse, le respect, voire la déférence obligée de tous les présidents sénégalais à l'égard des chefs spirituels mourides montre que Dieu est rarement loin des cercles politiques et financiers. Toutefois, ce qui marque l'expérience postcoloniale récente est le renforcement, voire l'affirmation du religieux et plus particulièrement de l'islam comme force politique ou aussi, tragiquement, comme menace sécuritaire. Tout cela a été facilité, entre autres, par une mauvaise gouvernance ainsi que par la satellisation de la terreur au nom de la lutte contre un impérialisme occidental perçu comme incessant et infiniment oppressant.

Aspects politiques

Le second élément d'intelligibilité de l'irruption du religieux est le rapport au politique, et principalement à la gouvernance. Il existe une importante expertise relative à la gouvernance à laquelle participent économistes, politologues et juristes, sans la rigueur conceptuelle et méthodologique requise. En dépit des tentatives pour « mesurer » la bonne gouvernance, ce qu'on peut entrevoir, c'est la place tenue par la mauvaise gouvernance et par les diverses fragilités socio-institutionnelles dans le désir de tuer au nom de Dieu en Afrique.

Pendant longtemps, la mauvaise gouvernance a été tolérée, voire encouragée par l'Occident (et la France en particulier) au nom de la stabilité. Dans leurs calculs politiques, les tyrans africains et leurs soutiens n'ont jamais envisagé que la bonne gouvernance – et principalement la liberté et une distribution acceptable des richesses – pouvait être non seulement le véritable garant de cette stabilité, mais aussi rendre les intérêts occidentaux plus prospères.

Bien souvent, la montée de partis islamistes a eu lieu dans un contexte de chômage endémique, d'inflation galopante couplée avec un enrichissement scandaleux des élites politiques. **L'absence de liberté, la pauvreté, la misère totale et l'instinct prédateur des élites politiques fabriquent, ironiquement, les conditions du développement d'un islamisme à travers des processus démocratiques qui, tragiquement, débouchent sur le déni même de cette démocratie.**

La mondialisation

Le dernier aspect de compréhension des dynamiques islamistes en Afrique est celui de la mondialisation. Le nouvel islamisme « global » naît du rejet, voire de la haine d'un Occident chrétien dont l'arrogance, l'impérialisme et la domination semblent de plus en plus insupportables. Dans un contexte postcolonial où l'obsession des élites pour leur survie politique prime sur tout, les pays africains se rendent vulnérables à l'attaque militaire la plus banale. Ces gestions frauduleuses ont facilité la montée d'extrémismes locaux et transfrontaliers, mais aussi la dislocation de divers États au nom d'un interventionnisme occidental cruellement sélectif qui a permis à la violence de se répandre avec une stupéfiante rapidité.

Lorsqu'un groupe prend le contrôle d'un territoire, c'est qu'il est souvent peu ou mal gouverné. Quoique arbitrairement morcelés, les États postcoloniaux sont souvent trop vastes et, donc, incontrôlables par des dirigeants autoritaires soutenus par une armée prébendière. Ajouté à cela une misère galopante, le chômage des jeunes, les inégalités criardes, alors Dieu devient une commodité facile, surtout dans un contexte où un discours absolutiste séduit une jeunesse désabusée et des populations assommées par une pauvreté sans nom. Les communautés religieuses entrent alors en conflit quand l'autre est présenté non seulement comme impie, mais comme ennemi.

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article intégral d'Alexie Tcheuyap ainsi que des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiaa.fr

La montée de partis islamistes a lieu dans un contexte de chômage endémique, d'inflation galopante couplée avec un enrichissement scandaleux des élites politiques.

Mathias Boukary Savadogo

[IEA de Nantes, 2016-2017]

L'ISLAM EN AFRIQUE DE L'OUEST. UNE PRÉSENCE FORTE ET PLURIELLE

L'islam en Afrique de l'Ouest a été diffusé dès le VIII^e siècle de plusieurs manières : une première pacifique, apportée par les commerçants venus du Maghreb qui aboutit à la conversion des cours royales, puis des populations ; et une seconde militaire, dont les *jihads* du XVIII^e siècle, qui favorise l'apparition d'États théocratiques musulmans. L'intrusion coloniale française et britannique a également participé à la diffusion de l'islam en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, l'islam est numériquement la religion dominante en Afrique de l'Ouest, oscillant entre 20 % de musulmans déclarés au Ghana ou au Liberia, à 90 % en Gambie, au Mali, au Niger ou au Sénégal.

De l'accommodement à la négociation puis à la revendication

La vague indépendantiste des années 1960 et 1970 a contraint les leaders musulmans africains à adopter, avec des fortunes diverses, une posture d'accommodement face au pouvoir. Cette attitude s'explique par le fait que le pouvoir, poursuivant en cela la pratique coloniale, entendait exercer une surveillance des milieux musulmans et aussi par l'existence de rapports clientélistes entre les milieux politiques et musulmans. À l'exception de pays comme le Sénégal et le Nigeria où les communautés confrériques – Tijaniyya, Qadiriyya, Mouridiyya – et les familles maraboutiques sont influentes et structurées, les leaders musulmans ont accepté dans leur grande majorité l'officialisation voire la bureaucratisation de certaines de leurs activités.

Mathias Boukary Savadogo est maître-assistant au département d'histoire de l'université Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire. Spécialiste de l'islam contemporain, il est responsable de l'unité d'enseignement fondamental « Histoire des Religions en Afrique ». Il a notamment publié *Les mosquées comme espace de sociabilité des communautés musulmanes des lieux de détresse d'Abidjan* (Revue Performance, 2015), *Confessions religieuses et médias : les radios confessionnelles en Côte d'Ivoire* (Revue RSS-PASRES, 2014). Il a fondé le Groupe de Recherche et d'Étude sur les Transformations de l'Islam en Afrique (GREZIA).

Le vent de démocratie des années 1990 qui souffle sur l'Afrique de l'Ouest – multipartisme, liberté d'expression et d'association – a introduit une nouvelle posture des tenants de l'islam : celle de la négociation. Les communautés musulmanes négocient l'autonomie dans la gestion de leurs activités telles que l'organisation du *hadj*, la reconnaissance des établissements confessionnels islamiques par les ministères de l'Éducation Nationale et non plus par les ministères de l'Intérieur (dans les pays francophones particulièrement) ou encore l'octroi de fréquence radio.

Cette posture s'est appuyée sur la structuration des communautés musulmanes nationales qui s'est renforcée par des associations faïtières – Conseil Supérieur des Imams (COSIM), Conseil National Islamique (CNI) en Côte d'Ivoire, Haut Conseil Islamique au Mali, Fédération des Associations Islamiques du Burkina Faso. À cela, il faut ajouter le renforcement des positions des jeunes arabisants, réunis au sein d'organisations et de mosquées, après des luttes et l'ostracisme des tenants de l'islam « traditionnel ». Partagée par des communautés de plus en plus urbaines et conscientes de leurs poids comme force sociale agissante, cette attitude a porté ses fruits en donnant plus de visibilité à l'islam.

Les années 2000 ont amené les communautés musulmanes à une posture plus revendicatrice. Le contexte général, marqué par le renforcement de la démocratie, une meilleure structuration des organisations islamiques, des cadres et intellectuels musulmans mieux outillés pour s'imposer comme des interlocuteurs représentatifs de leurs communautés, semble constituer un environnement favorable pour l'islam.

L'appel de l'arène publique

Les associations musulmanes vont désormais donner leur avis et leur position sur les questions d'intérêt national. En Côte d'Ivoire, le COSIM et le CNI



Mathias Boukary Savadogo, 2016 © ChDelory

prennent position contre le projet de la nouvelle constitution ivoirienne de 2000, qui, selon eux, contient des germes de conflits et d'exclusion. Au Sénégal, certains leaders religieux se sont investis directement et activement dans la politique. Sérigne Moustapha Sy, personnalité religieuse de premier plan a été candidat à l'élection présidentielle de 2000 face à Abdou Diouf et Abdoulaye Wade. En 2002, le Comité Islamique pour la Réforme du Code de la Famille au Sénégal (CIRCOFS) est intervenu fortement pour donner son avis sur la rédaction du code de la famille. Au Mali, en 2011, le Haut Conseil Islamique a réussi à faire prendre en compte ses revendications dans la rédaction du nouveau code de la famille. Au Niger, en février 2011, à l'appel de l'Association pour la Culture et l'Orientation Islamique (ACOI), plusieurs organisations ont brûlé symboliquement une copie du projet de Code de la famille.

Les médias confessionnels islamiques, plus nombreux et plus professionnels, donnent de la visibilité et de la portée aux actions des leaders. La diffusion de leurs messages et de leurs réflexions participe à la mise en œuvre de nouvelles formes de *daw'a* (campagnes d'islamisation) et à la réislamisation des jeunes musulmans.

La visibilité de l'islam et de ses leaders dans la sphère publique est le signe de sa vitalité mais également de sa pluralité. L'islam ouest africain est à majorité sunnite et appartient à l'école juridique malékite. Le paysage islamique se partage entre plusieurs tendances. Le wahhabisme qui est apparu dans la région ouest africaine autour des années 1940, s'est illustré par ses attaques virulentes contre les confréries islamiques qu'il accuse d'être déviationniste à cause de la place prépondérante du *shaykh*. Le salafisme, autre courant islamique, venu du Moyen Orient, incarne l'islam radical africain. Ce courant, qui se donne comme modèle la communauté des premiers croyants au temps du Prophète s'est illustré ces dernières années par son acharnement contre la modernité en Afrique et surtout par la destruction des mausolées appartenant au patrimoine culturel malien. Les confréries religieuses islamiques sont quant à elles bien implantées dans toute l'Afrique de l'Ouest.

À côté de ces courants, il y a cette grande majorité de musulmans qui ne se rattache à aucun des courants cités. Par facilité, on les regroupe sous le terme impropre de musulmans « traditionnels ». Ils vivent leur foi dans la pratique quotidienne des prescriptions sans militantisme ni engagement. Sont-ils les porteurs de cet islam tolérant, fondé sur les traditions africaines? Constitueront-ils un rempart contre l'islam radical venu du Moyen Orient et qui s'illustre par les attentats et tentatives de déstabilisation qui secouent l'Afrique de l'Ouest?

Pour aller plus loin

Retrouvez l'entretien de Mathias Boukary Savadogo, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfea.fr

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale:
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
Caroline Rainette
contact@rfea.fr
01 49 54 22 12



rfea.fr
190, avenue de France
75013 Paris



élèves, Presses universitaires de Lyon, 2016. Cet ouvrage collectif présente les résultats d'une enquête internationale menée auprès d'environ 7 000 élèves français, suisses, catalans et allemands âgés de 11 à 19 ans, à qui il a été demandé de raconter l'histoire nationale. L'enquête dévoile des formes de narration, des organisateurs du récit et des contenus partagés, une véritable trame commune.

PUBLICATION
Jocelyn Letourneau, résident 2014 du **Collegium de Lyon**, vient de publier (en codirection avec Françoise Lantheaume) *Le récit du commun. L'histoire nationale racontée par les*

COLLOQUE
Le **Collegium de Lyon** organise, à l'initiative de sa résidente **Niramon Kulsrisombat**, le colloque international « Gouvernance urbaine dans une société en réseau : France, Thaïlande, Japon ». Il a pour but de constituer une plateforme interdisciplinaire et transdisciplinaire regroupant universitaires, praticiens, militants et étudiants de diverses disciplines, du point de vue des politiques urbaines, de la planification des espaces urbains, des bases de données et big data informatiques sur la ville.

Archives départementales du Rhône
Jeudi 19 et vendredi 20 janvier 2017.
34 Rue du Général Mouton-Duvernet
69003 Lyon

NOMINATION
Raouf Boucekkine, Directeur de l'**IMÉRA d'Aix-Marseille** a été nommé membre du conseil scientifique de l'Institut de Recherche en développement. L'IRD, organisme pluridisciplinaire reconnu internationalement, travaille principalement en partenariat avec les pays méditerranéens et intertropicaux. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement. **Raouf Boucekkine** est professeur des universités, chercheur au GREQAM et AMSE, et Membre senior de l'Institut Universitaire de France (IUF).